



La nouvelle « guerre du Caucase »

François Jean

Publié en 1997 dans Central Asian Survey, vol. 16 N°3, pp. 413 à 424

© Central Asian Survey
<http://www.tandf.co.uk/journals/carfax/02634937.html>

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

LA NOUVELLE "GUERRE DU CAUCASE"

par François Jean

Le 11 décembre 1994, les forces de la Fédération de Russie intervenaient en Tchétchénie pour "rétablir l'ordre constitutionnel (...) par tous les moyens". Tandis que l'opinion internationale, intriguée, découvrait l'existence des Tchétchènes et des peuples du Caucase, les chancelleries occidentales, gênées, se préparaient à jeter un voile pudique sur les horreurs de la guerre, en espérant que l'ordre serait vite rétabli. La guerre en Tchétchénie, pourtant, n'est pas une manifestation éruptive de ce "nouveau désordre mondial" qui, sur fond d'effervescence nationaliste, de guerres tribales ou d'intolérance religieuse, s'insinuerait dans les décombres de la guerre froide pour saper les fondements de la stabilité internationale ; elle s'inscrit dans une longue histoire de résistance à l'expansionnisme russe.

Le premier chapitre de cette lutte séculaire fut écrit à la fin du XVIIIe siècle, lorsque les montagnards opposèrent, sous la direction de Mansur Uchurma, la première résistance organisée à l'avancée russe dans le Caucase¹. Depuis, l'histoire de cette région n'est plus qu'un long refus de la soumission et l'Empire, Tsar après Tsar, Petit père, Grand frère et Tyran, n'aura de cesse de réduire ces gêneurs et de conquérir leurs territoires. En 1825, cette politique de colonisation provoqua un soulèvement général et il faudra plus de trente ans et des centaines de milliers de soldats pour venir à bout, en 1859, de Chamil, Imam de Tchétchénie et du Daghestan². A l'issue de cette "première guerre du Caucase", la Tchétchénie était annexée mais non pacifiée : en 1877-78, une nouvelle révolte se traduisit par des milliers d'exécutions, des déportations massives en Sibérie et l'exode d'une partie de la population vers l'empire Ottoman mais, en dépit de cette nouvelle épreuve, les révoltes se succédèrent, obligeant la Russie à maintenir au Caucase une administration militaire jusqu'à la révolution de 1917.

Lors de la guerre civile, les Tchétchènes et les peuples du Daghestan, pris entre l'enclume de l'autocratie finissante et le marteau du totalitarisme en gestation, combattirent l'armée blanche du général Denikine, défenseur d'une Russie "une et indivisible", puis créèrent une éphémère "République des montagnes" avant de se soulever contre les Bolcheviques, pour

1 Alexandre Bennigsen, "Un mouvement populaire au Caucase au XVIIIe siècle", in Cahiers du monde russe et soviétique, V/2, 1964, pp. 159-197.

2 Moshe Gammer, Muslim Resistance to the Tsar, Shamil and the Conquest of Chechnya and Daghestan, Frank Cass, 1994.

sauvegarder une indépendance chèrement acquise¹. De nouveau, comme au siècle précédent, cette "deuxième guerre du Caucase" se prolonge par une sorte de guérilla discontinue, ponctuée de soulèvements - en 1924, 1928, 1936, 1940 et 1942 - auxquels répond une politique de terreur, jusqu'au paroxysme stalinien des purges de 1937 et de la déportation de 1944.

Le 23 février 1944, les Tchétchènes, partageant, dans le Caucase, le sort des Ingouches, des Balkares et des Karachais, sont déportés dans leur quasi totalité au Kazakhstan sous l'accusation - fallacieuse, les allemands n'ayant jamais atteint leur territoire - de collaboration avec les nazis². Plus du tiers des quelques 400 000 Tchétchènes déportés mourra dans ce transfert forcé vers les steppes glacées d'Asie centrale et dans l'épidémie de typhus qui en résulta. Dans le même temps, les villages étaient rasés, les cimetières retournés au bulldozer, la Tchétchénie liquidée et son nom rayé des livres et des cartes.

Après la mort de Staline, la république tchéchéno-ingouche sera reconstituée et les Tchétchènes, "réhabilités", en 1957, seront autorisés à rentrer et à reconstruire leurs maisons. Il s'ensuivra une période de relative tranquillité - la seule en deux cent ans de confrontation - au cours de laquelle les Tchétchènes, étroitement surveillés par les organes de répression et incessamment travaillés par la propagande anti-religieuse, donneront enfin l'impression d'être "normalisés". Mais cette tentative d'annihilation marquera pour toujours les rescapés : tous les Tchétchènes de plus de quarante ans ont vécu la déportation et tous les Tchétchènes, aujourd'hui confrontés à la brutalité des "méthodes de pacification" russes, sont, à tort ou à raison, convaincus que leur survie est en jeu. La mention "la liberté ou la mort", que l'on voit partout brodée sur les drapeaux indépendantistes, est bien plus qu'un slogan politique : nul ne doute, en effet, que la soumission à la Russie équivaldrait, à terme, à la disparition de la Tchétchénie.

Rien d'étonnant donc que les Tchétchènes aient proclamé leur indépendance dès qu'ils en ont eu l'occasion, lors de l'éclatement de l'URSS qui suivi, à l'automne 1991, le putsch manqué contre Gorbatchev. Curieusement, la Russie a mis trois ans pour réagir ; aurait-elle patienté quelques temps encore que le régime de Doudaïev se serait sans doute effondré de lui-même. Mais, faisant preuve d'une incroyable méconnaissance de l'histoire et d'un absolu mépris pour la mémoire, des dirigeants irresponsables ont engagé la Russie dans une nouvelle confrontation armée face à un adversaire déterminé et décidé à ne plus céder à la menace.

Cette "troisième guerre du Caucase" s'inscrit dans une longue histoire de violence, de terreur et de peur réciproque entre Russes et Tchétchènes. C'est

¹ Marie Bennigsen Broxup, "The last Ghazawat : The 1920-21 uprising", in M. Bennigsen Broxup (ed.), *The North Caucasus Barrier*, Hurst & co., London, 1992.

² Robert Conquest, *The Nation Killers*, Macmillan, 1970 ; Alexandre Nekrich, *The Punished Peoples*, Norton & co., 1978.

pourquoi il peut être éclairant d'étudier ce nouveau conflit à la lumière des guerres passées et de tenter de repérer les continuités et les ruptures pour mieux comprendre les formes et les enjeux de cette nouvelle confrontation.

La société tchétchène

La société tchétchène a profondément évolué au cours du siècle écoulé. Non que la Tchétchénie ait été radicalement transformée par 70 ans de communisme mais elle a beaucoup changé, notamment dans sa géographie humaine et son rapport à la Russie.

Contrairement à une idée répandue, la Tchétchénie n'est pas un pays de montagnes. La chaîne du Caucase est certes bien présente - sinon toujours visible dans ce "coin" de terre où les nuages semblent s'accumuler entre l'horizontalité de la steppe et la verticalité des sommets -, et domine majestueusement la plaine infinie de la Russie. Mais les montagnes ne représentent - géographiquement, car elles sont, dans les esprits, omniprésentes - qu'une toute petite partie de la république, sa frange méridionale, à la frontière de la Géorgie. La chaîne du Caucase, de surcroît, n'est plus aussi densément peuplée qu'auparavant : beaucoup de villages de montagne ne se sont jamais relevés après la déportation et l'essentiel de la population vit à présent dans la plaine. De même, quoique la Tchétchénie reste majoritairement rurale, une part non négligeable de la population est établie dans les villes, et notamment à Grozny, au départ forteresse sur la ligne cosaque, au début du XIXe siècle - d'où son nom, "la terrible", censé en imposer aux indigènes -, puis enclave pétrolière russe, au début du XXe siècle, et à présent ville-capitale de 400 000 habitants, à peu près également peuplée de Russes et de Tchétchènes au milieu des années 80. Depuis l'indépendance, on observe un mouvement régulier de départ de la population russe, d'ailleurs plus lié aux difficultés économiques - encore aggravées par l'embargo imposé par Moscou - qu'à une politique discriminatoire des autorités tchétchènes¹. Mais, malgré l'accélération de l'exode depuis le début des combats, les Russes restent nombreux à Grozny et cette cohabitation semble s'être poursuivie sans problème majeur tout au long de la guerre.

Par ailleurs, l'expérience de la déportation et de l'exil dans des contrées éloignées ainsi que le manque de travail dans la république ont créé une tradition d'expatriation en Sibérie, en Asie centrale ou dans les villes de Russie d'Europe, à la recherche d'emplois dans l'industrie pétrolière, les travaux agricoles ou l'économie souterraine. Cette mobilité, fondée sur des réseaux de solidarité clanique et qui a longtemps contourné la légalité soviétique, s'est traduite par la constitution, dans les années 70-80, d'une

¹ International Alert, Report on Chechnya, London, 1992.

diaspora tchéchène dans l'ex-URSS. Le temps n'est plus où le rapport des Tchétchènes à la société russe se limitait aux contacts que pouvaient nouer les habitants des aouls avec les stanitsas cosaques établies sur le Terek ou aux gazettes de Saint Petersburg que se faisait avidement traduire un Imam Chamil curieux des moeurs de ses adversaires... Aujourd'hui, tous les Tchétchènes parlent russe, beaucoup ont étudié, travaillé ou vécu en Russie et certains dirigeants indépendantistes, comme Jokhar Doudaïev ou Aslan Maskhadov, sont d'anciens officiers de l'armée rouge qui connaissent intimement la mentalité et la tactique de leurs adversaires, sans même parler de leur appréhension des jeux de pouvoir au Kremlin.

Pour autant, cette ouverture et cette familiarité, acquises au terme d'un siècle de coexistence - forcée, inégale, parfois tragique - entre Russes et Tchétchènes, et de commune oppression, s'accompagne de la permanence d'un fort sentiment d'identité et de traits culturels très marqués. Sans tomber dans la psychologie des peuples, ce qui frappe l'amateur qui découvre la Tchétchénie en arrivant de Russie c'est l'incroyable esprit de liberté, le caractère égalitaire de la société et la force de l'islam populaire. L'attachement des Tchétchènes à la liberté, à leurs traditions familiales et claniques, à leur "démocratie patriarcale" est depuis longtemps attesté. Jadis, lorsque des émissaires étrangers demandaient aux Tchétchènes qui étaient leurs princes, ils répondaient "nous sommes tous des princes". Aujourd'hui, le visiteur, habitué aux conventions sociales des sociétés occidentales, risque d'être étonné de voir, au détour de ses premiers contacts avec des responsables tchéchènes, son chauffeur intervenir librement dans la conversation et son point de vue être naturellement pris en compte par ses interlocuteurs. De même, les décisions concernant l'avenir des villages soumis à des ultimatums des troupes fédérales ne sont prises qu'au terme de longues discussions auxquelles participe toute la population.

On retrouve ici, intactes, des caractéristiques qui ont marqué les observateurs depuis plus d'un siècle. Cet amour de la liberté, loin d'être étouffé par la colonisation et l'oppression totalitaire, n'a fait que se renforcer au fil de deux siècles de résistance obstinée. En 1818, déjà, le général Ermolov, gouverneur du Caucase, qui, en dix ans de campagne, ne parvint à rien de décisif mais immunisa les montagnards contre toute terreur ultérieure écrivait, dans une lettre au Tsar Alexandre I, que "ce peuple néfaste pourrait inspirer, par son exemple, un esprit de rébellion et d'amour de la liberté jusque parmi les sujets les plus dévoués de l'Empire". Cent cinquante ans plus tard, après la déportation, Alexandre Soljénitsine écrira, dans L'Archipel du Goulag : "il est une nation sur laquelle la psychologie de la soumission resta sans aucun effet ; pas des individus isolés, des rebelles, non ; la nation toute entière. Ce sont les Tchétchènes (...). Jamais un Tchétchène n'a cherché à servir les autorités ou simplement à leur plaire!".

¹ Cité par Georges Charachidzé dans "Pourquoi il faut soutenir les Tchétchènes", Le Monde, 9 mars 1996.

De même, le caractère égalitaire de la société est sans doute un facteur non négligeable de la résistance à la colonisation. Les historiens du Caucase notent, en effet, que, dès les premiers contacts, les Russes cherchèrent à se concilier la noblesse locale - ainsi du mariage d'Ivan le terrible avec une princesse kabarde en 1561 - et que les sociétés nobiliaires et aristocratiques furent plus aisément soumises, notamment à travers des mécanismes de cooptation des élites, que les sociétés "démocratiques". A cet égard, un voyageur français écrivait, en 1887 : "Aujourd'hui, (les Tchétchènes) vivent ignorants des distinctions de classe. C'est ce qui définit le caractère spécifique de leur combat. (...) Le sentiment égalitaire des populations du Caucase oriental est évident. Ils possèdent tous les mêmes droits et jouissent de la même position sociale. L'autorité dont ils investissent leurs leaders, dans le cadre de conseils élus, est limitée en temps et en pouvoir(...). Les Tchétchènes sont joyeux et insupportables. Les officiers russes les appellent "les Français du Caucase"¹. Sur un mode plus argumenté, Alexandre Bennigsen rappelle qu'au moment de la première confrontation entre l'empire russe et les peuples du Caucase "subsistait (en Tchétchénie) la structure patriarcale des grandes familles (gaar) et les clans (taipa) dont tous les membres étaient libres et égaux et se considéraient comme nobles". Il souligne que "ce sont les paysans libres (uzden), dont la condition ne cessait d'empirer tout au long du XVIIIe siècle par suite de la diminution constante de leurs terres, rognées à la fois par les colons russes et par l'extension du pouvoir des princes sur les terrains communautaires, qui devaient fournir les éléments les plus sûrs du ghazawat"².

Mais le ressort du ghazawat, cette guerre religieuse, nationale et défensive contre l'envahisseur, fut incontestablement l'islam, seule idéologie capable de fédérer les différentes composantes de cette société turbulente. Dès la révolte de Sheikh Mansur, en 1785, et, surtout, lors de la "première guerre" du Caucase, de 1825 à 1859, l'islam, apparu tardivement dans la région, en vint à s'identifier à la résistance nationale et devint, pour les Tchétchènes, un ciment moral et civique contre l'envahisseur, le garant de leur unité et de leur droit. Les Russes puis les Soviétiques ne s'y sont pas trompés, qui firent de la lutte contre l'islam l'une des dimensions essentielles de leur politique d'assimilation. Mais, malgré les efforts des communistes qui reprirent, en les systématisant, les persécutions anti-religieuses initiées par la Russie tsariste dans la deuxième moitié du XIXe siècle, l'islam ne fut jamais extirpé. Cette survivance victorieuse de l'islam est essentiellement due aux confréries soufies, très présentes au Caucase du nord³.

¹ Ernest Chantre, Recherches anthropologiques dans le Caucase, Paris, 1887.

² A. Bennigsen, *ibid.*

³ Alexandre Bennigsen & Chantal Lemerrier Quelquejay, Le soufi et le commissaire, Seuil 1986.

Durant la révolte de Sheikh Mansur, la lutte de Chamil et la guerre civile, la Naqshbandiya joua un rôle clé dans l'organisation et la mobilisation face à l'adversaire. En 1921, comme en 1859, la défaite n'entraîna pas le déclin des confréries mais se traduisit par une relative perte d'influence de la Naqshbandiya, affaiblie par des années de guerre, au profit de la Qadiriya qui devint peu à peu dominante en Tchétchénie. Cette confrérie, plus radicale et plus centralisée, fournit un cadre organisé et adapté à la clandestinité qui se révéla très efficace face à la répression des années 30. Lors de la déportation, les confréries, loin d'être affaiblies, gagnèrent encore en influence en devenant à la fois le symbole de la nation et une sorte d'administration clandestine garante de la survie de la communauté. Après la réhabilitation et la campagne anti-religieuse de Khrouchtchev, les confréries constituèrent une hiérarchie de remplacement, très structurée et disciplinée, face à des directions spirituelles musulmanes faibles et sans influence. Tout au long de la période soviétique, le soufisme s'est donc développé dans l'adversité et les développements de la fin des années 80 marquent non pas une renaissance de l'islam mais le retour dans la vie publique d'un "islam parallèle" qui a joué un rôle majeur dans la résistance et reste un élément central de la société tchétchène.

Le discours de la guerre

Sans élaborer sur les raisons pour lesquelles les dirigeants du Kremlin ont brusquement décidé de réintégrer par la force la Tchétchénie dans le sein de la Russie, on est d'emblée frappé par la condescendance et le mépris du discours de Moscou à l'égard des Tchétchènes. Les fanfaronnades du ministre de la Défense, qui se faisait fort, au début du mois de décembre 1994, de "prendre Grozny en deux heures avec un bataillon de parachutistes" sont pathétiques au regard de l'histoire passée et à venir et seront un sujet inépuisable d'hilarité pour les combattants Tchétchènes qui reprendront en deux jours, à l'été 1996, une capitale que les forces fédérales avaient mis trois mois à détruire et à "nettoyer" sans jamais arriver à la contrôler. De même la lutte contre les "bandits" et les "mafieux", leitmotiv d'une propagande en partie prise pour argent comptant en Occident comme en Russie, apparaît comme une justification bien futile de la décision d'engager la Russie dans le conflit le plus absurde et le plus sanglant depuis la guerre d'Afghanistan.

Ce type de discours n'est pas spécifique à la Russie : la plupart des États en butte à des rébellions armées cherchent à occulter le contenu politique du conflit et à disqualifier leurs adversaires en les présentant comme des "bandits". On ne peut, toutefois, manquer d'être frappé par la permanence de cette stigmatisation au fil de deux cent ans de confrontation, au point que l'on peut raisonnablement se demander si les dirigeants russes ne sont pas devenus prisonniers de leur propre propagande. Depuis la fin du XVIIIe siècle, les Tchétchènes ont toujours été décrits, par les responsables russes puis soviétiques, comme des êtres "stupides", "primitifs", "fourbes"... et

traités comme des "bandits". Ces préjugés, profondément ancrés et jamais ébranlés par la combativité de la résistance, expliquent sans doute en partie l'incapacité des responsables militaires russes à comprendre la détermination, la stratégie et les idéaux de leurs adversaires et, partant, leurs erreurs persistantes et sans cesse renouvelées, dans la conduite de la guerre et la définition d'une politique coloniale. De même, Moshe Gammer constatait, à propos de la première guerre du Caucase, que : "les généraux russes furent toujours excessivement optimistes dans leurs prévisions, trop sûrs de leur force et ont toujours sous-estimé les montagnards. Le Tsar, pour sa part, fut toujours impatient. Il attendait de l'armée qui avait vaincu Napoléon (...) la destruction rapide de quelques bandes de voleurs"¹.

Reconquête improbable...

La similitude des méthodes employées, à 150 ans d'intervalle, par les troupes russes de 1825 à 1859, par l'armée rouge en 1920-21 et par les forces fédérales en 1994-96 est tout à fait frappante : dans les trois cas, l'armée s'employa à occuper la plaine, à soumettre la population par une politique de terreur et à repousser les rebelles vers les montagnes pour les isoler et les écraser. Dans tous les cas cette stratégie se révéla contre-productive. La cruauté du général Ermolov, basée sur l'assomption que les Tchétchènes ne comprenaient que le langage de la force, ne fit qu'exacerber la résistance : les expéditions punitives, les destructions de villages et les massacres à grande échelle poussèrent les montagnards dans les bras de la Naqshbandiya qui les unira dans une guerre de trente ans contre la Russie. De même, les bombardements massifs et indiscriminés de l'hiver 1995 auront pour premier effet de raviver un patriotisme tchétchène sérieusement entamé par trois années de marasme économique et de renforcer la légitimité des partisans de l'indépendance. Par la suite, les destructions de villages et les "opérations de nettoyage" conduiront un nombre toujours croissant de Tchétchènes à prendre les armes et à rejoindre la résistance. Loin de terroriser la population, les exactions des forces fédérales ont, au contraire, eu pour effet de renforcer sa détermination. Depuis le massacre de Samachki, les 7 et 8 avril 1995, rares sont les villages qui acceptent de se soumettre.

Sauf à considérer, comme un diplomate autrichien du siècle dernier que "le seul art du gouvernement russe est le recours à la violence"² -, cette stratégie n'était sans doute pas délibérée. Au début de cette nouvelle guerre, la hiérarchie militaire s'est trouvée d'emblée divisée sur cette "opération de simple police" engagée, avec des moyens militaires et en toute illégalité, sur

¹ Moshe Gammer, "Russian Strategies in the Conquest of Chechnya and Daghestan, 1825-1859", in M. Bennigsen Broxup (ed.), *Ibid.*

² Cité par Lesley Blanch dans *Les sabres du paradis*, J.-C. Lattès, 1990.

ce qu'elle considérait être le territoire de la Russie. Nombre de responsables, tels les généraux Gromov et Lebed, ont très vite exprimé leur désaccord et les interférences intempestives du ministre de la défense Pavel Gratchev au début du conflit rappellent la prétention du Tsar Nicolas I à conduire les opérations militaires à partir du palais d'hiver. Impliquée, à son corps défendant, par les maîtres du Kremlin dans une campagne de répression, l'armée russe a dû improviser et elle l'a fait dans les pires conditions en termes de préparation, de coordination et de moral. Après un temps d'hésitation, elle a fait ce qu'elle avait appris à faire dans l'optique d'une guerre conventionnelle et, ce faisant, s'est enfoncée chaque jour d'avantage dans une spirale de violence et d'arbitraire où elle a fini par s'embourber.

C'est ainsi que les responsables militaires, confrontés à une population hostile, ont compensé par des bombardements intensifs - aux effets politiques désastreux - les hésitations de leur immense armada de chars face à la résistance de poignées de combattants déterminés. C'est ainsi que l'échec sanglant des premiers assauts sur Grozny a donné - par défaut - aux forces fédérales une nouvelle "doctrine stratégique" consistant à écraser toutes les poches de résistance sous un véritable déluge de feu, puis à occuper les villes préalablement transformées en champs de ruines par l'artillerie et l'aviation. C'est ainsi que les villes "soumises" ont ensuite été "nettoyées" par les méthodes classiques de l'arbitraire policier (arrestations, torture, exécutions arbitraires...) et les méthodes moins classiques d'une armée d'occupation saisie par la peur et l'indiscipline (tirs indiscriminés, racket, pillage...). Une victoire à la Pyrrhus dont les forces fédérales n'allaient pas se relever : tandis que l'hostilité de la population se transformait, sous l'effet des bombardements et de la répression, en soulèvement populaire, les combattants, un moment refoulés dans les montagnes, au printemps 1995, par la machine de guerre de Moscou, reprenaient l'initiative.

Dès lors, les combattants ne se laisseront plus acculer dans les vallées du Caucase¹. La montagne reste certes une zone refuge et le domaine quasi exclusif de la résistance, pour autant celle-ci ne s'est jamais enfermée dans une guerre de guérilla dans des zones difficiles d'accès mais peu peuplées. Le temps n'est plus où les opérations militaires, ou du moins les actions décisives, se déroulaient dans les montagnes, la plaine étant plus ou moins contrôlée par les forces russes. A l'époque de Chamil ou de la guerre civile, les principales batailles ont eu pour enjeu des aouls perchés sur les sommets ou protégés par les abîmes. A présent, il n'y a plus de sanctuaire : en effaçant instantanément les montagnes, les avions et les hélicoptères donnent aux forces fédérales un avantage que les haches du comte Vorontsov mirent des années à procurer à l'armée tsariste en permettant à l'infanterie et à l'artillerie d'opérer à découvert, loin de l'ombre des forêts. Aujourd'hui, faute de forêts, c'est au milieu des ruines, dans les villes et les

¹ Marie Bennigsen Broxup, "Deuxième printemps de guerre en Tchétchénie", Esprit, juillet 1996.

villages que les combattants évoluent, forts du soutien de la majorité de la population.

Cependant, malgré l'évolution des techniques et des tactiques de l'adversaire, les vieux préceptes semblent avoir la vie dure si l'on en juge par le comportement des généraux russes avides de suivre l'exemple de leurs prédécesseurs en lançant, encore et toujours, des offensives aussi "victorieuses" qu'infructueuses contre les derniers "repaires de bandits" nichés dans la "forteresse du Caucase". Aujourd'hui comme au XIXe siècle, tout a été essayé, de la guerre de siège - rebaptisée blocus des routes et de l'aide humanitaire - aux coups de butoir décisifs, mais le piège s'est toujours refermé sur des civils pour des victoires sans lendemain où toujours grossissait le nombre des combattants. Ainsi, au printemps 1996, tandis que les colonnes russes tentaient une percée dans la région de Vedeno, les combattants se regroupaient sur leurs arrières, aux alentours de Chali. De même, en août 1996, pendant que les forces fédérales s'acharnaient sur les derniers "réduits séparatistes" dans les montagnes du sud, les combattants reprenaient en deux jours Argoun, Goudermes et Grozny, les trois principales villes du pays.

La guerre est partout et nulle part. Mélange de guerre conventionnelle de positions et de guerre de guérilla très mobile, elle s'accroche à chaque village, elle se déplace de la montagne à la plaine et se déploie, parfois, en des raids sanglants sur le territoire de la Russie, dans la tradition du nabeg du XIXe siècle¹. Cette absence de territorialisation du conflit déstabilise l'armée et exaspère les dirigeants. Aujourd'hui comme au siècle dernier, les troupes russes ne contrôlent en Tchétchénie que l'endroit où ils sont au moment où ils y sont et semblent compenser leur sentiment d'impuissance par un déferlement de violence.

... Pacification impossible

Mais, par delà les aléas des opérations militaires, le principal enjeu de cette "opération de simple police" est la pacification des villes et des villages. Aujourd'hui comme lors des deux premières guerres du Caucase, les chefs militaires russes se sont montrés incapables d'articuler une politique coloniale. Faute d'une réelle compréhension de la société tchétchène, l'accompagnement politique des opérations militaires a toujours laissé à désirer. Toutes les tentatives de Moscou pour saper l'influence et la cohésion des indépendantistes ont lamentablement échoué : l'administration tchétchène pro-russe n'a jamais pu acquérir la moindre légitimité, comme en témoigne le mépris - partout affiché, y compris dans les postes russes - pour Dokou "aeroportovitch", et les politiques de division, visant à "afghaniser" la guerre en fomentant une "guerre de clans", n'ont pas réussi à entamer l'unité des Tchétchènes - caractéristique des périodes difficiles. De mois en

¹ Jean-Baptiste Naudet, "L'interminable pacification du Caucase", Le Monde, 20 août 1995.

mois, les options politiques de Moscou se sont évanouies au fil des promesses - non tenues - de "solution politique" et des "bavures"-récurrentes - des forces fédérales. Dès lors, les responsables du ministère de l'Intérieur n'ont eu d'autre issue que de jouer de la menace. Encore l'ont-ils fait sans usage ni raison.

L'observateur le plus superficiel ne peut manquer de noter le caractère erratique et souvent aberrant des stratégies dites "de pacification". Certains villages comme Samachki ou Goïskoïe ont été méthodiquement détruits tandis que des bastions de la résistance comme Alleroï n'ont pas fait l'objet du même acharnement. Des villages ayant signé des accords de paix comme Sernovodsk ou réputés "pro-russes" comme Katyr Yourt ont été bombardés, attaqués ou pillés alors que d'autres localités ont été épargnées ou ont pu acheter leur tranquillité. L'énorme pression mise sur les villages pour les contraindre à se soumettre, à expulser les boeviki (combattants) et à livrer leurs armes n'exclut pas des échanges multiformes allant de l'arrangement au racket. Dans certains cas, les villageois, soumis à un ultimatum, ont dû acheter aux forces fédérales les kalashnikovs qui leur étaient demandées. Ce scénario est loin d'être exceptionnel et se répète d'âge en âge : en 1924, déjà, les habitants des aouls, sommés de livrer une arme par maison, vendirent leur bétail pour obtenir de l'armée rouge et des Tchékistes eux-mêmes les armes exigées par le NKVD¹.

Dans cette situation fluide où les villages sont entourés d'impressionnantes colonnes de chars sans être toujours véritablement encerclés, dans cette valse hésitation où les discussions alternent avec les coups de canons, dans cette incertitude où les ultimatums peuvent à tout moment se transformer en représailles collectives et "sans limites"² sur la population, les villages sont comme suspendus entre destruction et soumission. Mais la signature d'accords de paix n'est pas la pacification, elle n'en est que l'apparence et la collaboration avec les forces fédérales n'est jamais une garantie de sécurité. En l'absence de politique cohérente, les troupes russes sont condamnées à reconquérir sans cesse un peuple qui, malgré la lassitude de la guerre est sans cesse radicalisé par la brutalité de l'occupation.

Soldats, kontrakniki et boeviki

Par delà la question de la conduite de la guerre, les déficiences de la chaîne de commandement et les aléas de la discipline amènent certaines unités à s'auto-organiser - ou à divaguer - avec des conséquences sanglantes pour les civils : la peur ou la vodka aidant, certaines unités plus ou moins contrôlées

¹ Abdurahman Avtorkhanov, "The Chechens and Ingush during the Soviet Period and its Antecedents", in M. Bennigsen Broxup (ed.), Ibid.

² Texte de l'ultimatum adressé, pour le 14 mars 1996 à 16 heures, à la population de Samachki, par le commandement russe. Pour l'opération menée, un an auparavant par les forces du ministère de l'Intérieur et le massacre des 7 et 8 avril 1995, voir : Memorial Human Rights Center, By all available means, Moscou, 1996.

s'adonnent au pillage et au racket ou tirent littéralement sur "tout ce qui bouge". Les problèmes de commandement et de coordination sont encore accentués par la diversité des forces présentes sur le terrain : armée, forces du ministère de l'intérieur, gardes frontières, forces présidentielles, unités du FSB, cosaques... La multiplicité des forces, très disparates eu égard à leurs capacités opérationnelles ou à leur niveau de discipline, entraîne de sérieux problèmes de communication. Ces difficultés, encore amplifiées par la rivalité entre l'armée et le ministère de l'Intérieur - investi, depuis mars 1995, de la responsabilité des opérations - ou par la haine tenace des militaires envers les "Tchékistes" se sont parfois traduites par de véritables accrochages entre différentes unités.

Mais si le non-spécialiste a bien du mal à s'y retrouver dans ce foisonnement d'uniformes, parfois agrémentés de foulards de pirates ou autres coquetteries de soudards, recouvrant, du brun au noir, toute la palette des couleurs du camouflage, il est, du moins, une différence qui saute aux yeux : celle qui sépare les conscrits des kontrakniki. Ces derniers, payés pour faire la guerre sont souvent très impliqués dans des activités de racket et de pillage et occupent les postes de contrôle les plus rémunérateurs. La morgue des kontrakniki, présents au poste de contrôle de Pervomaïskaia, à la sortie nord-ouest de Grozny, qui, en août 1996, rançonnaient sans vergogne les réfugiés fuyant les combats dans la capitale formait un contraste frappant avec le désarroi des conscrits, abandonnés trois kilomètres plus loin, dans un poste isolé, sans nourriture ni médicaments. La plupart des conscrits, très jeunes, ont l'air perdus et démoralisés dans cette guerre qu'ils ne comprennent pas : certains passent leurs nuits à tirer des fusées éclairantes pour tromper la peur, d'autres désertent, la plupart subissent et acceptent leur sort, en attendant de pouvoir rentrer chez eux. Ces soldats ressemblent étrangement à leurs ancêtres de l'armée tsariste "voués à la peine et à l'injustice (...), vivant et mourant dans la boue et la neige, avec la vodka pour seule consolation. Ils se plaignaient rarement et vivaient comme ils mouraient, stoïquement"¹. Cette dichotomie conscrits - kontrakniki rappelle le couple soldats - cosaques du XIXe siècle, à la différence, toutefois, que les cosaques, établis de longue date sur le Kouban ou le Terek avaient, en dépit des antagonismes, une réelle familiarité avec les Tchétchènes. A présent, l'armée d'occupation n'a que très peu de contacts avec la population et se trouve psychologiquement en terrain inconnu. Beaucoup de soldats ne connaissent de la Tchétchénie que ce qu'ils aperçoivent de leurs blindés ou des meurtrières de leurs camps retranchés. Cette déconnexion n'exclut cependant pas les relations d'affaires, y compris les ventes d'armes aux combattants Tchétchènes.

Les boeviki, quant à eux, vivent en symbiose avec la population. Les combattants "à plein temps" ne représentent d'ailleurs que quelques milliers d'hommes ; la plupart sont des volontaires qui prennent les armes en cas de

¹ Lesley Blanch, Ibid.

nécessité et retournent ensuite à leur champ ou à leurs occupations. C'est ainsi que lors des deux offensives sur Grozny, en mars et en août 1996, les unités tchéchènes infiltrées dans la ville furent spontanément appuyées par des milliers de civils. De même, les villages sont le plus souvent défendus par des combattants locaux. Au début de la guerre, les indépendantistes ont été pris au dépourvu par la violence des bombardements et la coordination entre les différents groupes laissait beaucoup à désirer, mais le répit de l'été 1995 a permis à la résistance de s'organiser. Depuis, tout en gardant une très grande liberté d'action, les commandants locaux se concertent généralement avec l'état-major d'Aslan Maskhadov. De même, les combattants "réguliers" et les commandos de Chamil Bassaev sont étonnamment disciplinés, ce qui forme un contraste inattendu avec les comportements souvent imprévisibles de l'armée constituée venue rétablir l'ordre en Tchétchénie.

La guerre, les Russes et l'Occident

Au XIXe siècle, après plus de trente ans de conflit, l'armée russe finit par l'emporter : le 25 août 1859, le maréchal Prince Bariatinski, à la tête de 40 000 hommes, encercla les 400 derniers murides retranchés à Gounib et obtint la reddition de Chamil. Cette victoire fut largement due à l'acharnement du tsar Nicolas I, à sa volonté de vaincre à tout prix, sans considération du coût humain et financier de la conquête. Par ailleurs, les montagnards, décimés par cette lutte sans merci, avaient définitivement perdu, après la guerre de Crimée, tout espoir d'un soutien ottoman ou occidental. Aujourd'hui, on ne peut, encore une fois, qu'être frappé par les continuités et les ruptures : nouveauté de la réaction de la société russe ; permanence de l'indifférence occidentale.

En décidant d'engager la Russie dans le conflit, Boris Elstine n'avait sans doute prévu ni la résistance des indépendantistes Tchétchènes, ni les réticences d'une partie de l'armée, ni, surtout, l'hostilité du peuple russe. Cette déconnexion des cercles du pouvoir à l'égard de la réalité et vis à vis de la société n'est certes pas nouvelle. Ce qui est nouveau, par contre, c'est la réaction de l'opinion publique¹. En dépit de la propagande du Kremlin et des pressions sur les médias, les Russes resteront majoritairement hostiles à la guerre. Cette opposition ne s'exprimera certes pas dans des manifestations publiques ni ne transformera en "mouvement anti-guerre". Elle restera, pour l'essentiel, larvée ou apathique mais elle ne se démentira pas tout au long du conflit et le pouvoir devra en tenir compte à l'approche des élections présidentielles. Le temps n'est plus où la population russe supportait sans broncher les décisions du pouvoir et, au delà de l'engagement exemplaire de Sergueï Kovalev et des militants des droits de l'homme, le mouvement des mères de soldats témoigne d'un début de mobilisation de la société.

¹ Georges Charachidzé, "Les Tchétchènes, un peuple en sursis", Le genre humain, Printemps-Eté 1995.

Les réactions de la population russe dévoilent, par contraste, l'absurdité du silence des démocraties occidentales face aux politiques de force du Kremlin. Cette indulgence, qui confine à la connivence, n'est certes pas liée à l'ignorance. Les images des bombardements de Grozny, à l'hiver 1995, ont fait le tour de la planète et certains journaux ont remarquablement rendu compte de l'évolution du conflit¹. Mais cette couverture médiatique n'a suscité de réaction ni chez les intellectuels, restés étonnamment muets, ni dans l'opinion occidentale, demeurée spectatrice et passive, ni, surtout, chez les responsables politiques, enfermés dans un soutien inconditionnel à Boris Elstine. Cette indifférence générale rappelle, à un siècle d'intervalle, l'absence de réaction des puissances européennes, au premier rang desquelles la Grande-Bretagne, lors de la première guerre du Caucase. Au milieu du XIXe siècle, déjà, les affaires du Caucase étaient fort bien couvertes, notamment par le Times et le New York Tribune, dont le correspondant à Londres, Karl Marx, grand admirateur de la lutte des montagnards, fut non seulement l'un des critiques les mieux informés et les plus incisifs de l'expansionnisme russe mais aussi le contempteur acerbe de la complaisance européenne face à une Russie tsariste qu'il percevait comme un empire rigide, autoritaire et ennemi de la liberté². Mais c'est en vain que voyageurs et journalistes dénoncèrent la politique de terreur menée dans le Caucase ou décrivirent les sombres desseins du Tsar sur les possessions indiennes de la Grande-Bretagne. Dans un contexte pourtant placé sous le signe du "grand jeu" et marqué par la guerre de Crimée, qui faisait de Chamil un allié potentiel contre la Russie, le Foreign Office se contenta d'observer, de loin. Aujourd'hui, dans un tout autre contexte, marqué par l'obsession de la stabilité et le soutien à la "démocratie de marché" en Russie, les chancelleries occidentales continuent d'observer, en silence, cette nouvelle guerre contre les Tchétchènes.

¹ Voir, notamment, les articles de Sophie Shihab et de Jean-Baptiste Naudet pour Le Monde, de Didier François pour Libération, d'Isabelle Lassère pour Le Figaro et les dépêches d'Isabelle Astigarraga et de l'équipe de l'AFP à Moscou.

² Paul B. Henze, "Marx on Muslims and Russians", Central Asian Survey, VI/4, 1987. Les articles écrits par Karl Marx pour le New York Tribune pendant la guerre de Crimée ont été réunis par sa fille dans The Eastern Question, Eleanor Marx Aveling & Edward Aveling (eds), Londres, 1897, réédité par Augustus M. Kelley, New York, 1969.